



Paris, le 10 mars 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE Victoire JASMIN & Victorin LUREL

« *Sans le déblocage de financements exceptionnels par l'Etat, cette loi sur l'eau sera vaine* »

Après un examen mené au pas de course, le Sénat a adopté la proposition de loi réformant la gouvernance de la gestion de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe. Tous les groupes de gauche se sont abstenus.

Loin d'être dupes, nous constatons en effet qu'il aura donc fallu attendre 2021, une crise sanitaire sans précédent et l'arrivée de l'ancien préfet de Guadeloupe au cabinet du Ministre des Outre-mer pour que le Gouvernement montre un quelconque intérêt au drame qui sévit.

D'initiative prétendument parlementaire, ce texte n'a au final pour seul intérêt que de forcer les acteurs locaux à l'unité pour poser les bases d'une gouvernance stable et durable de l'eau.

Si nous persistons donc à déplorer cette violation des principes fondamentaux qui régissent l'organisation de nos pays, nous reconnaissons néanmoins que cette pression fait avancer les choses en empêchant la valse des égoïsmes territoriaux.

En commission ou en séance, nous avons ainsi tenu à porter des amendements visant notamment à une représentation des usagers au sein du comité syndical, à une juste répartition des contributions des EPCI et à un règlement amiable de la situation des personnels ainsi que celle des dettes.

Les débats auront au moins permis de faire adopter plusieurs de nos amendements. Un permettant d'aider nos compatriotes les plus vulnérables via une tarification sociale de l'eau. Un autre renforçant le contrôle des usagers par obligation faite au président du futur syndicat à faire état des travaux réalisés, des emprunts contractés, des investissements programmés et de l'évolution de la politique tarifaire de l'eau en Guadeloupe.

Au-delà, nous souhaitons que l'Etat, co-responsable de cette faillite collective, s'engage. Puisque le principe « l'eau paie l'eau » ne pourra tout simplement pas s'appliquer immédiatement, des mécanismes exceptionnels de financement d'Etat devront être débloqués.

Toutes nos propositions budgétaires faites depuis 3 ans au Sénat et balayées d'un revers de main par le Gouvernement conservent ainsi toute leur pertinence.

Cette situation indigne commande que chacun, à son niveau de responsabilité, assume ses missions pour garantir à chaque Guadeloupéen de l'eau en quantité, en qualité et à prix raisonnable dans leurs robinets. C'est là notre seul objectif.